

## **Echo des Journées Européennes du Développement** *Strasbourg. 15-16-17 novembre 2008*

### **Samedi 15 novembre : Rencontre parallèle organisée par Humanis**

### **« Assises européennes des plateformes d'acteurs pour la coopération au développement »**

Atelier 3 : « Quelle coopération entre les collectifs d'ONG et les autorités locales en Europe ? »

#### Intervenants :

- Rose-Marie Di Donato, Directrice de RESACOOOP, France
- Bénédicte Récappé, Chargée de mission Cap Coopération, France
- Béatrice Clarinval, Coordinatrice pour le CASIW, Belgique
- Robert Bodja, Coordinateur national des activités Nord-Sud de l'Alliance pour le Climat, Luxembourg
- Pape Sène, Coordinateur général, Coordination Générale des Migrants pour le Développement, Belgique.

Discussion modérée par Michel Faucon, ancien Délégué Général du CRID

#### Commentaires :

Cet atelier a permis d'aborder la diversité des réseaux régionaux d'acteurs de la coopération internationale en fonction des spécificités politiques et administratives de chaque pays (France, Belgique, Luxembourg).

Au-delà des différences culturelles et institutionnelles, cette discussion a souligné l'importance des partenariats entre acteurs de la société civile (ASI) et autorités locales pour mettre en place des projets de développement ambitieux et durables.

#### Témoignages croisés : RESACOOOP / Cap Coopération

L'expérience comparée de deux réseaux régionaux français, l'un ancien (RESACOOOP) et l'autre tout récent (Cap Coopération), révèle que les « ingrédients » nécessaires pour créer et mettre en place un centre régional de ressources sont les mêmes :

- des acteurs locaux soutenant pleinement ce projet ;

- la capacité à se mettre autour de la table en partageant au moins un objectif commun : améliorer la qualité des actions de coopération internationale.
- la capacité à dépasser la question de la concurrence entre les différents acteurs.

#### Belgique : l'exemple de la région wallonne avec le CASIW

En Belgique, les relations internationales et la coopération internationale (CI) sont théoriquement des compétences fédérales, mais les régions peuvent mener des actions de CI dans le cadre de leurs propres compétences.

Cellule d'appui conseil aux acteurs de la CI, le CASIW a été créé en 2004 par la région wallonne.

Pour comprendre la situation en Belgique, il faut rappeler que le terme ONG ne renvoie pas à la même réalité qu'en France dans la mesure où il y a très peu d'ONG agréées en Belgique : sur les 120 000 organisations recensées qui font de la SI, seulement 106 sont des ONG agréées.

#### Luxembourg : l'exemple du réseau initié par deux ONG : Action Solidarité Tiers-Monde et Alliance pour le Climat

Née de la prise de conscience de l'importance des enjeux environnementaux au lendemain de la conférence de Rio en 1992, cette initiative a débuté en 1995 sous l'impulsion de deux ONG (ASTM et Alliance pour le Climat).

Fonctionnement du réseau : les communes luxembourgeoises signent avec les deux ONG fondatrices une convention pour mener des actions de CI. Il s'agit dès lors pour la commune de participer à l'un des projets de développement durable (Togo, Inde ou Equateur), mais aussi de mener des actions de sensibilisation au Nord. Aujourd'hui, 34 communes luxembourgeoises ont signé une convention de ce type.

#### Belgique : un réseau au niveau national : la Coordination Générale des Migrants pour le Développement (CGMD) :

Cette coordination a pour objectif de favoriser les échanges entre les associations de migrants qui mènent des projets de SI, mais aussi de constituer un interlocuteur lors des rencontres avec les pouvoirs publics.

Pape Sène, le coordinateur général de la CGMD, a tenu à rappeler la volonté des migrants (qu'elle soit implicite à travers des envois réguliers d'argent au pays, ou explicite via la participation à une association de SI), de rester solidaire avec leur pays d'origine.

## **Samedi 15 novembre : Cérémonie d'ouverture**

### **« Demain 2015 : des réponses locales aux défis globaux »**

#### Participants :

Alain JOYANDET : Secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie (France)  
Présidence française de l'Union européenne

Blaise COMPAORE : Président de la République du Burkina Faso, Président de la CEDEAO et de l'UEMO

Marc RAVALOMANANA : Président de la République du Madagascar

Amadou TOUMANI TOURÉ : Président de la République du Mali

Jean PING : Président de la Commission de l'Union Africaine

Abdou DIOUF : Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie

Wangari MAATHAI : Présidente de la Fondation Green Belt Movement, Prix Nobel de la Paix 2004

Adam KIMBISA : Maire de la ville de Dar Es Salam (Tanzanie)  
Représentant de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)

Muchadeyi Ashton MASUNDA : Maire de la ville de Harare (Zimbabwe)

Noerine KALEEBA : Présidente de l'organisation ActionAid International

Intervenants présentés par Louis MICHEL, Commissaire européen chargé du développement et de l'aide humanitaire

#### Commentaires :

Comme on peut s'y attendre lors d'une cérémonie d'ouverture, les discours étaient convenus et la rencontre consensuelle. Mais les interventions de Wangari Matthai, Prix Nobel de la Paix, et Noerine Kakeeban présidente d'ActionAid International, ont été particulièrement remarquées et appréciées par l'auditoire car elles ont toutes deux rappelé avec force et conviction l'urgence de la situation et la nécessité de mener des programmes ambitieux au-delà des simples déclarations de principe...

**Dimanche 16 novembre : Séance plénière :**

**« Crise alimentaire : quelles réponses ? »**

Participants :

Blaise COMPAORE : Président de la République du Burkina Faso, Président de la CEDEAO et de l'UEMOA

Louis MICHEL : Commissaire européen chargé du développement et de l'aide humanitaire

Alain JOYANDET : Secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie (France), Présidence française de l'Union européenne

Lennart BAGE : Président du Fonds International du Développement Agricole

Philippe MATHIEU : Représentant de l'organisation Oxfam à Haïti

Discussion modérée par Nicolas BRICAS, Chercheur au Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD)

Commentaires :

Sur fond de crise financière et de réunion du G20 à Washington, cette séance a symbolisé le tournant, au moins dans le discours, de la position des pays occidentaux à l'égard de la libéralisation des marchés agricoles dans les pays du Sud. Le secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie Alain Joyandet a ainsi affirmé que la France prônerait l'introduction de modes de régulation des marchés agricoles.

Plus incisif, le représentant d'Oxfam à Haïti, Philippe Mathieu, a observé qu'il espérait que les sommes importantes d'argent dépensées durant ces Journées serviraient au moins à faire avancer les projets de développement, au premier rang desquels se trouve la question de l'accès à l'alimentation.

## **Dimanche 16 novembre : Atelier organisé par l'AIMF**

### **« L'accès des collectivités locales aux financements européens et la mise en œuvre des programmes de coopération. Quel rôle pour les collectivités locales des pays partenaires ? »**

#### Participants :

Simon COMPAORE : Maire de la ville de Ouagadougou (Burkina Faso), Président de l'Association des Maires du Burkina Faso

Hubert JULIEN-LAFERRIÈRE : Vice-président du Grand Lyon, adjoint au Maire de la ville de Lyon chargé de la coopération et de la solidarité internationales (France)

Robert SAGNA : Maire de la ville de Ziguinchor (Sénégal)

Pierre SCHAPIRA : Rapporteur sur les autorités locales au Parlement européen, Adjoint au Maire de la ville de Paris (France)

Jean YANGO : Directeur de l'Atelier d'urbanisme, Douala (Cameroun)

Aristotelis BOURATSIS : Directeur des opérations thématiques au sein de l'Office de coopération de la Commission européenne – EuropeAid

#### Commentaires :

Les participants ont souligné l'importance des collectivités territoriales (CT) du Sud pour la mise en œuvre de projets de développement, notamment parce que les financeurs ont confiance dans la traçabilité des fonds lorsqu'ils sont attribués à des CT.

Les villes de Lyon et Ouagadougou ont présenté leur partenariat, sur lequel reposent deux projets : un projet d'assainissement et un projet santé et éducation (réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement).

Les CT du Sud se dirigent aujourd'hui vers un nouveau paradigme nommé « Gestion axée sur les résultats » (GAR). Il s'agit à la fois de renforcer les compétences des autorités locales, de renforcer les initiatives de la société civile (en renforçant les organes des associations nationales notamment) et de favoriser le dialogue entre les différents acteurs.

Il a aussi été rappelé l'importance des communes rurales dans la mise en œuvre des projets de développement.

Remarque : afin de faciliter l'accès aux informations des CT, notamment sur les dispositifs de financement, EuropeAid mettra en place sur son site, courant 2009, un « civil society helpdesk ».

**Dimanche 16 novembre : Table ronde organisée par le Parlement européen**

**« Le rôle des acteurs locaux dans l'efficacité de l'aide. Expériences réussies »**

Participants :

Wim VAN NES (SNV) et Dr. Govind Raj POKHAREL (AEPC) : Programmes biogaz au Népal et au Vietnam

Peter BRENNAN : Synergies au Sri Lanka : conflit, catastrophe et organisation créative – le cas de Solidar

Virginia MARIEZCURRENA : Alimentation, production et commercialisation des agri-produits (SNV)

Nirj DEVA : Député européen

Thierry CORNILLET : Député européen

Christophe CHAILLOUN : Directeur général de l'Association française du Conseil des Communes et des Régions d'Europe (AFCCRE)

Pierre SCHAPIRA : Rapporteur sur les autorités locales au Parlement européen, Adjoint au Maire de la ville de Paris (France)

Marie-Hélène AUBERT : Députée européenne

Jeanne d'Arc GAKUBA : Adjoint au Maire de la ville de Kigali (Rwanda)

Mohammed LUTFI FARHAT : Vice-Président du Parlement Panafricain

Discussion modérée par Mirjam VAN REISEN, Directrice du bureau Europe External Policy Advisors (EEPA)

Commentaires :

Après la projection de petits films documentaires présentant trois « expériences réussies » (Népal, Sri Lanka et Mozambique), la discussion entre les porteurs de ces projets et les élus politiques invités à cette table ronde a permis de dégager quelques conclusions :

- Pour Wim Van Nes, porteur du projet biogaz au Népal, l'une des conclusions de cette expérience est que sans des acteurs locaux formés et compétents, on ne peut pas monter ce type de programme.

- L'expérience de Solidar en contexte de guerre civile au Sri Lanka révèle quant à elle qu'il faut travailler directement avec les communautés, mais en coopération avec les autorités locales.
- Pour faciliter la communication avec les CT locales, il faut mettre les petites ONG en synergie.
- Le rôle d'une association du Nord peut précisément être d'aider les acteurs locaux du Sud à se rencontrer, à agir ensemble (cf expérience en Mozambique de SNV pour développer une filière de commerce équitable : cette filière implique plusieurs acteurs qu'il a fallu aider à se rencontrer...).
- La Coopération décentralisée peut donc consister en un soutien aux CT locales pour mettre en réseau les acteurs locaux (associations, etc...) et augmenter ainsi leur efficacité.
- Il a aussi été rappelé qu'il faut que les CT du Nord qui agissent sur un même territoire se coordonnent entre elles.

Phrase de conclusion de la table ronde : « *Les problèmes sont mondiaux, mais les résolutions seront locales* » (citation d'une phrase de Koffi Anan).

## **Lundi 17 novembre : Table ronde organisée par le Comité des Régions et la Commission européenne**

### **« Coopération décentralisée et jumelages pour le développement. Bilan et perspectives »**

#### Participants :

István SÉRTŐ-RADICS, Président du Commission des relations extérieures et de la coopération décentralisée du Comité des Régions

Heini UTUNEN : Conseillère municipale de la ville de Jyväskylä (Finlande), Comité des Régions de l'Union Européenne

Juliette SOULABAILLE : Maire honoraire de la ville de Corps-Nuds (France)

Herbert SCHMALSTIEG : Maire émérite de la ville de Hanovre (Allemagne)

## **Echo des Journées Européennes du développement (15-16-17 novembre 2008)**

Cap Coopération - Centre régional de ressources pour la Coopération Internationale (Aquitaine)  
www.capcooperation.org

---

Massimo TOSCHI : Ministre de la coopération internationale de la Région Toscane (Italie)

Stefano MANSERVISI : Directeur Général de la Direction Générale du Développement et des Relations avec les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, Commission européenne

Agnès Mpingana KAFULA : Adjoint au Maire de la ville de Windhoek (Namibie)

Abel Toussaint COULIBALY : Ministre des Collectivités Territoriales (Burkina Faso)

Maan CHIBLI : Maire de la ville d'Alep (Syrie)

Patricia Alejandra ROJAS ARAYA : Directrice du Département du cadastre de la ville de Viña del Mar (Chili)

Discussion modérée par Kiichiro FUKASAKU, Conseiller au sein du Centre de Développement (OCDE)

### Commentaires :

L'intérêt de la coopération décentralisée y a été réaffirmé, aussi bien du côté du Nord que du Sud.

Pour les élus de CT au Sud, la coopération décentralisée a de multiples intérêts :

- enjeu culturel et diplomatique : elle permet de faire partager l'identité culturelle du pays avec d'autres régions du monde ;
- enjeu politique : elle contribue à renforcer l'ancrage territorial des CT (notamment par rapport aux pouvoirs centraux) ;
- enjeu économique : c'est une source de financement pour les investissements des CT ;
- enjeu social : elle permet l'amélioration des conditions de vie et le renforcement de la société civile.

Or la coopération décentralisée adresse nécessairement la question de la bonne gouvernance. Il s'agit d'un outil pour répondre aux besoins locaux, elle peut aider à rapprocher les citoyens de la politique.

**Lundi 17 novembre : Atelier organisé par CONCORD et le CCRE**

**« Société civile et autorités locales : quels partenariats ? Regards croisés d'Europe et du Sud »**

Participants :

René BILLAZ : Président d'Agronomes et Vétérinaires sans Frontières (AVSF)

Robert BODJA : Coordinateur national permanent des activités Nord-Sud de l'Alliance pour le Climat - Luxembourg

Jeremy SMITH : Secrétaire général du Conseil des Communes et des Régions d'Europe (CCRE)

Jean Pierre ELONG MBASSI : Secrétaire général de la plate-forme Cités et Gouvernements Locaux Unis – Afrique

Franco LA TORRE : Responsable de la Méditerranée, du Moyen-Orient et des Objectifs du Millénaire pour le Développement au Cabinet du Maire de la ville de Rome

Tara BRACE-JOHN : Coordinatrice des politiques de gouvernance à One World Action

Rilli LAPPALAINEN : Secrétaire Général de la plate-forme finlandaise Kehys

Isaura TAVARES GOMES : Maire de la ville de São Vicente (Cap-Vert)

Discussion modérée par Patrick LEUSCH : Présentateur du journal parlé de la chaîne d'information Deutsche Welle, Manager de projets au sein de la Deuche Welle Akademie

Commentaires :

Le dialogue entre la société civile et les gouvernements locaux est un enjeu difficile et complexe sur le terrain. Les témoignages des participants ont permis d'aborder cette question sous des angles différents, mais ils ont tous convergé autour de l'idée que ce partenariat constituait la base d'un développement local démocratique et durable :

- Isaura Tavares Gomes, du Cap Vert, a été impliquée dans la vie associative locale pendant dix ans avant d'entrer en politique locale et d'être élue maire. Elle rappelle avant tout l'importance de l'écoute des habitants.

- L'une des questions clefs est l'éducation. D'après Tara Brace-John (One World Action), il faut combiner l'éducation des élus locaux et celle des populations.

- Or Robert Bodja, coordinateur d'un réseau multi-acteurs au Luxembourg, remarque qu'il faut aussi poser la question de l'éducation et de la sensibilisation des autorités locales du Nord aux problématiques du développement.

Tous les participants se sont accordés sur l'idée que c'est au niveau local que l'on peut concevoir, mettre en œuvre et évaluer des politiques de développement. Mais il ne faut surtout pas oublier que la coopération se fait sur le long terme : il faut travailler dans la durée avec les acteurs locaux.

### **Lundi 17 novembre : Table ronde**

#### **« Décentralisation et cohésion nationale. Autonomie locale et cohérence des niveaux de gouvernance »**

##### Participants :

Ousmane SY : Directeur du Centre d'Expertises Politiques et Institutionnelles en Afrique (CEPIA).

Habiba SORABI : Gouverneur de la Province Bamiyan (Afghanistan)

Stefano MANSERVISI : Directeur Général de la DG Développement et Relations avec les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, Commission européenne

Dame Carol KIDU : Ministre du Développement local (Papouasie Nouvelle-Guinée)

Charles JOSSELIN : Président de la plate-forme Cités Unies France (CUF)

Alfredo Luigi MANTICA : Secrétaire d'Etat Italien aux Affaires Etrangères

Jaffer Hamed Mohamed JAFFER : Vice-Ministre de l'administration locale (Yémen)

Discussion modérée par Chris LANDSBERG : Professeur au Département des sciences politiques, Université de Johannesburg (Afrique du Sud)

Commentaires :

L'idée principale s'étant dégagée de cette table ronde est que la décentralisation se situe au carrefour entre la cohésion nationale et la reconnaissance de la diversité. En cela, la décentralisation constitue pour les Etats du Sud un véritable défi impliquant :

- de construire un partenariat entre le pouvoir central et les CT ;
- de répartir les ressources entre ces différents niveaux et ces territoires ;
- de prendre en compte le territoire dans les politiques publiques (les stratégies sectorielles doivent tenir compte de la spécificité de chaque territoire).

Charles Josselin de CUF a remarqué que parler de décentralisation lorsque l'Etat est encore faible peut engendrer un processus difficile voire dangereux, c'est pourquoi il propose de porter en même temps un double mouvement de décentralisation et de déconcentration afin que cette dernière puisse appuyer les CT.

Mais à cette proposition, Ousmane Sy (originaire du Mali) a observé que mener un double mouvement de ce type nécessitait d'énormes capacités en termes de ressources financières, d'infrastructures (bâtiments publics) et de ressources humaines. Le débat reste ouvert...